Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
-2 2. NOV. 1977
Coordination

AD.

L. 12.912/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 12 août 1977, d'une demande d'avis sur un projet de loi "fixant des règles statutaires applicables au personnel féminin du corps opérationnel de la gendarmerie et modifiant certaines autres dispositions législatives", a donné le 10 octobre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e augustus 1977 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot vaststelling van statutaire regelen toepasselijk op het vrouwelijk personeel van het operationeel korps van de Rijkswacht en tot wijziging van sommige andere wetsbepalingen", heeft de 10e oktober 1977 het volgend advies gegeven :

23. NOV. 1977

OBSERVATION GENERALE.

L'article 8 du projet tend à insérer dans la loi du 27 décembre 1973, un article 16bis rédigé comme suit :

"Lorsqu'Il juge nécessaire d'affecter le personnel féminin ou une partie de celui-ci, principalement à l'exécution de certaines missions, le Roi peut fixer des règles particulières pour son recrutement et sa formation".

Cette disposition a pour objet d'habiliter le Roi à arrêter, pour le recrutement et la formation du personnel féminin du corps opérationnel de la gendarmerie, des règles statutaires différentes de celles qui seront applicables au personnel masculin du même corps.

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement a l'intention de prévoir pour les femmes "un niveau de recrutement supérieur", c'est-à-dire de leur imposer des conditions de diplôme ou de qualification plus sévères que celles qui seront exigées des hommes pour un même grade ou une même fonction, dont l'accès sera ainsi interdit à des femmes qui se trouveront dans des conditions de fait identiques à celles des hommes.

Selon le même document, le Gouvernement a l'intention de prévoir pour le personnel féminin une formation plus courte, de "caractère purement professionnel" alors que le personnel masculin recevra, en outre, une "formation générale". Cette différence de régime est de nature à empêcher l'admission des femmes à des fonctions déterminées pour lesquelles ladite

"formation générale" serait requise, et est, dès lors, susceptible de limiter leurs possibilités de promotion puisqu'elles seront écartées de fonctions auxquelles les hommes auront seul accès.

Les distinctions que le projet entend ainsi permettre au Roi d'établir, doivent être examinées au point de vue de leur compatibilité avec le principe de l'égalité des sexes consacré par les articles 6 et 6bis de la Constitution ainsi qu'avec l'article 3 de la Convention sur les droits politiques de la femme, conclue le 31 mars 1953 et approuvée par la loi du 19 mars 1964. Cet article dispose : "Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établies en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination".

L'adhésion de la Belgique à cette Convention a fait l'objet d'une réserve prévoyant que :

" ... Tant pour le passé que pour l'avenir, la Convention ne peut faire obstacle à ce que l'autorité publique établisse des conditions d'accès aux fonctions publiques, en s'inspirant en dehors de toute idée de discrimination, soit du souci d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques et moraux, soit de considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche de certains services publics".

Dans son avis sur le projet de loi d'assentiment de la Convention, le Conseil d'Etat a observé, quant à la

.../...

portée de cette réserve, qu'il avait suggérée, qu'elle ne prévoit pas de véritables discriminations mais qu'elle consacre "une différence de traitement fondée sur une différence de fait et les conséquences objectives qui en résultent".

/Le prescrit constitutionnel ainsi que les stipulations de la Convention précitée impliquent notamment que l'autorité administrative compétente pour prendre des règlements ne peut établir de règles différentes que pour des personnes se trouvant dans des situations de fait différentes. Il implique, en outre, que cette autorité ne peut établir de règles différentes qu'en se fondant sur des éléments objectifs qui sont raisonnablement de nature à justifier la distinction faite par ces règles./

En prévoyant l'admission des femmes au sein du corps opérationnel de la gendarmerie, la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, modifiée par la loi du 29 décembre 1975 que le projet tend à compléter, consacre, par là même, l'absence de différence de fait entre elles et les hommes quant à leur aptitude à accéder aux emplois prévus au sein de ce corps.

Selon l'exposé des motifs, la seule raison pour laquelle le recrutement du personnel féminin sera soumis à des conditions plus strictes et aura ainsi un "niveau ... supérieur", consiste dans l'intention de "compenser" de la sorte la durée plus courte de la période de formation de ce personnel féminin. Le Gouvernement semble considérer qu'une telle "compensation" sauvegarderait le principe de l'égalité des sexes. On ne peut se rallier à cette conception. En effet, le système prévu institue, pour le recrutement à de mêmes emplois, des règles différentes qui ne sont justifiées par aucun

élément objectif : ces règles établissent, dès lors, une discrimination et sont donc contraires aux articles 6 et 6bis de la Constitution et à l'article 3 de la Convention du 31 mars 1953.

La même observation doit être faite à propos de l'institution de règles statutaires particulières pour la formation du personnel féminin.

De telles règles ne pourraient se concevoir que si certaines fonctions requérant une formation spécifique étaient réservées au personnel masculin parce que, sur la base de critères objectifs, les femmes devraient en être exclues.

En l'espèce, le texte même de l'article 8 du projet révèle que le Gouvernement n'a pas l'intention d'exclure le personnel féminin d'une manière permanente et générale de l'exécution des missions autres que celles auxquelles il envisage d'affecter "principalement" "une partie" de ce personnel.

Par ailleurs, selon l'exposé des motifs, les règles particulières prévues ne sont pas motivées par la constatation objective de l'inaptitude du personnel féminin à exercer certaines fonctions mais par le souci d'empêcher qu'en lui dispensant la même formation qu'au personnel masculin, on ne consacre "la reconnaissance de compétences identiques sur le plan de l'exercice du commandement". Selon le même document,

.../...

ce procédé aurait pour but d'éviter, pendant un certain temps, l'entrée des femmes dans "la hiérarchie fonctionnelle" laquelle risquerait de perturber le fonctionnement de certaines unités de gendarmerie en plaçant subitement le personnel masculin "sous la dépendance hiérarchique d'un sous-officier d'élite féminin".

De telles considérations, essentiellement d'ordre psychologique ne peuvent être considérées comme un élément objectif autorisant des règles statutaires différentes car, par leur nature même, elles sont directement contraires au principe de l'égalité des sexes.

/Les difficultés d'ordre pratique évoquées dans l'exposé des motifs pourraient être résolues sans recourir à des règles statutaires distinctes mais par des mesures purement internes d'organisation analogues à celles qui ont été suggérées par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet qui a abouti à la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et au statut du personnel des forces armées.

Il y a lieu d'observer que le Gouvernement et le législateur se sont ralliés à ces suggestions en substituant, à la disposition prévoyant l'exclusion des femmes des fonctions combattantes, des dispositions habilitant le Roi, pour autant qu'il se fonde sur des considérations objectives, à déterminer les fonctions que le personnel féminin peut exercer et à leur interdire l'exercice de fonctions dangereuses ou insalubres./

*

* *

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

La rédaction suivante est proposée :

"Projet de loi modifiant la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment en ce qui concerne le personnel féminin, et modifiant certaines autres dispositions législatives".

Préambule.

Il n'est pas d'usage de mentionner l'avis du Conseil d'Etat, cet avis devant être annexé à l'exposé des motifs.

Dispositif.

Intitulé du chapitre Ier.

Le texte suivant est proposé :

"Modifications à la loi du 27 décembre 1973".

.../...

Article 2.

Dans la rédaction de la phrase liminaire de cet article, il y a lieu de tenir compte du sort qui sera réservé au projet L. 12.686/2.

Article 3.

L'alinéa 2 du § 2 en projet tend à permettre au Roi de déroger, le cas échéant, à l'article 4bis de la loi du 30 juillet 1938; selon le délégué du Gouvernement, il convient de réserver cette possibilité au Roi eu égard au fait qu'en vertu de l'article 8 du projet, la formation donnée au personnel féminin sera plus courte que celle qui est dispensée actuellement au personnel masculin.

A ce sujet, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation générale.

Article 6.

Au § 1er, si le membre de phrase "sans qu'il soit exclu toutefois d'organiser des parties communes" a pour objet de prévoir la possibilité d'organiser des cours ou des éléments de formation communs à des cycles de formation différents, la disposition est inutile car l'existence de cycles distincts n'interdit pas une telle forme d'organisation.

.../...

Le § 2 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Le Roi fixe les conditions particulières d'admission aux cycles de formation soit de sous-officier d'élite, soit de sous-officier subalterne.

Il peut également déterminer les cas dans lesquels la qualité de candidat sous-officier d'élite ou de sous-officier subalterne est retirée.

Il peut fixer les conditions particulières pour les candidats qui ont la qualité de sous-officier ou de volontaire des cadres actifs de l'armée.

Au § 3, les mots "dont question dans le présent paragraphe" doivent être remplacés par "visés au présent paragraphe".

Article 7.

Pour assurer la concordance entre la version française et la version néerlandaise de cet article, il y a lieu d'écrire : " ... les conditions qu'ils doivent remplir ...".

Article 8.

(Voir l'observation générale).

.../...

Article 9.

D'accord avec le délégué du Gouvernement, la rédaction suivante est proposée pour cet article:

"Article 9.-

L'article 20, § 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Le retrait du grade, lorsqu'il s'applique à un membre du personnel de carrière, dans le cas prévu au § 1er, a, 2°, constitue une déchéance de grade pour l'application des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923".

Article 10.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Le retrait du grade, fondé sur la perte de la nationalité belge en application de l'article 18, 2° à 4° des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932, n'intervient que dans les conditions suivantes :".

Article 12.

Le liminaire suivant est proposé :

.../...

"Un article 34bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre IV, chapitre 3, de la même loi :

"Article 34bis. ...".

Article 13.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 13.-

L'article 43, § 2, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Le sous-officier d'élite qui, avant son admission au cycle de formation prévu à l'article 10, 3°, a fait avec succès des études supérieures, peut bénéficier d'une bonification d'ancienneté pour sa nomination au grade de premier maréchal des logis chef".

Article 14.

a. Article 54bis.

Cet article appelle les observations de forme suivantes :

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire :
" ... d'un congé prenant cours à partir de ...".

.../...

A l'alinéa 2, première phrase, in fine, il faudrait écrire : " ... à la fin de la période de congé sollicitée".

A l'alinéa 3, deuxième phrase, il est proposé de remplacer les mots "il a continué à prester du service" par "il est resté en service" et les mots "la date exacte de l'accouchement" par "la date réelle de l'accouchement".

b. Article 54ter.

Les mots "congé postnatal" doivent être remplacés par "congé de maternité".

c. Article 54sexies.

Cette disposition correspond à l'article 9 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat (modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1968, article 1er).

Il paraît dépourvu de sens de calculer en jours un délai dont on ignore le point de départ, puisqu'il s'agit de la date de conception.

d. Article 54septies.

La rédaction suivante est proposée :

"Le membre du personnel féminin qui est en état de grossesse ou qui allaite son enfant ne peut être chargé de missions qui présentent intrinsèquement un danger pour sa

.../...

santé ou celle de son enfant".

Article 16.

Cet article appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 2 du projet.

Article 17.

La phrase liminaire de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 4, alinéa 2, deuxième phrase, des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Par ailleurs, la référence à la date du 6 mai 1888, paraît dépourvue de toute portée utile.

Article 19.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 19.-

L'article 17bis, inséré par la loi du 30 juillet 1955 dans la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, est abrogé".

ALGEMENE OPMERKING.

Artikel 8 van het ontwerp wil in de wet van 27 december 1973 een als volgt luidend artikel 16bis invoegen :

"Oordeelt Hij het nodig het vrouwelijk personeel of een gedeelte ervan in hoofdzaak aan te wenden voor de uitvoering van bepaalde opdrachten, dan kan de Koning bijzondere regelen vaststellen voor zijn werving en vorming".

Die bepaling heeft tot doel de Koning te machtigen om in verband met de werving en de opleiding van het vrouwelijk personeel van het operationeel korps van de Rijkswacht andere statuutregelen vast te stellen dan voor het mannelijk personeel van dat korps gelden.

Volgens de memorie van toelichting ligt het in de bedoeling van de Regering voor het vrouwelijk personeel te voorzien in "een hoger wervingsniveau". Met andere woorden, zij wil voor dat personeel strengere diploma- of bekwaamheidseisen stellen dan waaraan mannen moeten voldoen voor het verkrijgen van een zelfde graad of een zelfde ambt, waartoe dus geen toegang zullen hebben vrouwen die zich in een zelfde feitelijke toestand als de mannen bevinden.

Volgens dezelfde memorie wil de Regering voor het vrouwelijk personeel een kortere opleiding "van een zuiver professioneel type" invoeren, terwijl

.../...

het mannelijk personeel daarenboven een "algemene vorming" zal krijgen. Door die verschillende regeling kan aan vrouwen de toegang tot bepaalde ambten, waarvoor die "algemene vorming" vereist mocht zijn, worden ontzegd en kunnen dus ook hun bevorderingsmogelijkheden worden beperkt, aangezien zij zullen worden geweerd uit ambten waarvoor alleen mannen in aanmerking komen.

De vraag is of het onderscheid dat het ontwerp de Koning wil laten maken, bestaanbaar is met het beginsel van de gelijkheid van de geslachten dat is neergelegd in de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet alsook met artikel 3 van het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, gesloten op 31 maart 1953 en goedgekeurd bij de wet van 19 maart 1964. Dat artikel bepaalt : "Vrouwen hebben op gelijke voet met de mannen en zonder enige discriminatie hetzelfde recht als de mannen om alle openbare betrekkingen te bekleden en om alle openbare ambten uit te oefenen die in de nationale wetgeving zijn voorzien".

De toetreding van België tot die Overeenkomst is gepaard gegaan met een voorbehoud dat als volgt is geformuleerd :

"... Zowel voor het verleden als voor de toekomst, kan het Verdrag geen afbreuk doen aan het recht van de openbare overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen door zich te laten leiden, buiten elke gedachte

.../...

van discriminatie, hetzij door de bekommernis om de bescherming van de vrouw tegen zekere lichamelijke of morele risico's te verzekeren, hetzij door objectieve overwegingen afhankelijk van de vereisten welke verbonden zijn met de goede werking van sommige openbare diensten".

In zijn advies over het ontwerp van wet tot het verkrijgen van de instemming met dat Verdrag heeft de Raad van State in verband met de strekking van dat voorbehoud, hetwelk hij in overweging had gegeven, opgemerkt dat het geen eigenlijke discriminatie inhoudt maar veeleer de bevestiging is van "een verschil in behandeling, dat steunt op een feitelijk verschil en op de objectieve gevolgen daarvan".

De grondwettelijke regel en de bepalingen van het genoemde Verdrag sluiten onder meer in dat de administratieve overheid die bevoegd is om verordeningen vast te stellen, geen verschillende regels mag uitvaardigen dan voor personen die in verschillende feitelijke omstandigheden verkeren. Die regel impliceert ook dat die overheid alleen dan verschillende regels mag uitvaardigen wanneer zij steunt op objectieve gegevens die redelijkerwijs het door die regels gemaakte onderscheid kunnen wettigen.

Alleen al door te voorzien in de opneming van vrouwen bij het operationeel korps van de Rijkswacht, bevestigt de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975, welke het ontwerp bedoelt aan te vullen, dat er tussen vrouwen en mannen geen feitelijk verschil is wat betreft hun geschiktheid om betrekkingen in dat korps te bekleden.

.../...

Volgens de memorie van toelichting ligt de enige reden waarom voor de werving van vrouwen strengere eisen zullen worden gesteld en dus een "hoger wervingsniveau" zal gelden, in de bedoeling om op die wijze de kortere duur van hun opleiding te "compenseren". De Regering schijnt ervan uit te gaan dat een zodanige "compensatie" het beginsel van de gelijkheid van de geslachten zal vrijwaren. Met die opvatting kan niet worden ingestemd. Het ontworpen systeem stelt immers voor werving in dezelfde betrekkingen verschillende regels vast die door geen enkel objectief gegeven gewettigd zijn : die regels vormen derhalve een discrminatie en zijn dus in strijd met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet en met artikel 3 van het Verdrag van 31 maart 1953.

Dezelfde opmerking moet worden gemaakt in verband met de invoering van bijzondere statuutregels voor de opleiding van het vrouwelijk personeel.

Zodanige regels zouden alleen aanvaardbaar zijn indien bepaalde ambten waarvoor een specifieke opleiding nodig is, voor het mannelijk personeel waren voorbehouden omdat vrouwen daarvan zouden moeten worden uitgesloten op grond van objectieve maatstaven.

In het onderhavige geval blijkt uit de tekst zelf van artikel 8 van het ontwerp dat het niet in de bedoeling van de Regering ligt het vrouwelijk personeel blijvend en in het algemeen uit te sluiten van de uit-

.../...

voering van andere opdrachten dan die waarvoor zij overweegt "een gedeelte" van dat personeel "in hoofdzaak aan te wenden".

Volgens de memorie van toelichting zijn de voorgenomen bijzondere regels anderzijds niet gemotiveerd door de objectieve vaststelling dat vrouwelijk personeel niet geschikt is om bepaalde ambten uit te oefenen, maar door de zorg om te verhinderen dat het geven van dezelfde opleiding aan het vrouwelijk en aan het mannelijk personeel de "erkenning van identieke bevoegdheden zou meebrengen op het vlak van de uitoefening van de bevelvoering". Volgens die memorie zou die werkwijze tot doel hebben gedurende een bepaalde tijd te verhinderen dat vrouwen in "de functionele hiërarchie" worden opgenomen, hetgeen de werking van bepaalde Rijkswachteenheden zou kunnen verstoren doordat het mannelijk personeel "plots onder het bevel wordt geplaatst van een vrouwelijke keuronderofficier".

Zodanige, essentieel psychologische overwegingen kunnen niet worden aangemerkt als objectieve gegevens die het vaststellen van verschillende statuutregels wettigen; door hun aard zelf zijn ze immers rechtstreeks in strijd met het beginsel van de gelijkheid van de geslachten.

De praktische moeilijkheden waarop de memorie van toelichting wijst, kunnen worden ondervangen zonder afzonderlijke statuutregels, namelijk door zuiver interne organisatiemaatregelen, als die welke de

.../...

Raad van State in overweging heeft gegeven in zijn advies over het ontwerp waaruit de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht ontstaan is.

Op te merken valt dat de Regering en de wetgever op die voorstellen zijn ingegaan door in plaats van de bepaling welke voorzag in de uitsluiting van vrouwen van gevechtsfuncties, bepalingen op te nemen die de Koning machtigen - voor zover hij op objectieve gegevens steunt - om de functies te bepalen die het vrouwelijke personeel kan uitoefenen en om de vrouwelijke militairen het uitoefenen van functies die gevaarlijk of ongezond zijn, te verbieden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het Rijkswachtpersoneel van het actief kader van het operationeel korps van de Rijkswacht, inzonderheid wat het vrouwelijk personeel betreft, en tot wijziging van sommige andere wetsbepalingen".

.../...

Aanhef.

Het is niet gebruikelijk melding te maken van het advies van de Raad van State; dit moet bij de memorie van toelichting worden gevoegd.

Artikelen.

Opschrift van hoofdstuk I.

Voorgesteld wordt :

"Wijzigingen in de wet van 27 december 1973".

Artikel 2.

In de redactie van de inleidende volzin van dit artikel moet rekening worden gehouden met wat van het ontwerp L. 12.686/2 zal geworden.

Artikel 3.

Het tweede lid van § 2 heeft tot doel de Koning te machtigen om in voorkomend geval af te wijken van artikel 4bis van de wet van 30 juli 1938; volgens de gemachtigde van de Regering moet de Koning die mogelijkheid hebben, in acht genomen dat de aan

.../...

het vrouwelijk personeel gegeven opleiding krachtens artikel 8 van het ontwerp van kortere duur zal zijn dan de huidige opleiding van het mannelijk personeel.

Wat dit betreft moge worden verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 6.

Als in § 1 met het zinsdeel "zonder dat het evenwel uitgesloten is gemeenschappelijke gedeelten te organiseren", wordt bedoeld de mogelijkheid open te laten om cursussen of gedeelten van de opleiding gemeenschappelijk voor verschillende opleidingscyclussen te organiseren, is die bepaling overbodig. Het bestaan van afzonderlijke cyclussen staat een dergelijke vorm van organisatie niet in de weg.

Paragraaf 2 zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 2. De Koning bepaalt de bijzondere voorwaarden voor toelating tot de opleidingscyclussen, hetzij voor keuronderofficier hetzij voor lager onderofficier.

Hij kan eveneens bepalen in welke gevallen de hoedanigheid van kandidaat-keuronderofficier of van kandidaat-lager onderofficier wordt ontnomen.

.../...

Hij kan bijzondere voorwaarden stellen voor kandidaten die de hoedanigheid van onderofficier of van vrijwilliger van het actief kader van het leger hebben".

In § 3 moeten de woorden "waarvan sprake in deze paragraaf" worden vervangen door "bedoeld in deze paragraaf".

Artikel 7.

Ter wille van de overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse versie van dit artikel, dient in het Frans te worden gelezen : "... les conditions qu'ils doivent remplir ...".

Artikel 8.

(Zie de algemene opmerking).

Artikel 9.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 9.-

Artikel 20, § 2, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"§ 2. De ontneming van de graad, wanneer het gaat om een lid van het beroepspersoneel, in het geval bepaald in § 1, a, 2°, betekent verval van de graad voor de toepassing van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923".

Artikel 10.

Het begin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Ontneming van de graad wegens verlies van de Belgische nationaliteit op grond van artikel 18, 2° tot 4°, van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932, heeft slechts plaats onder de volgende voorwaarden :".

Artikel 12.

De inleidende volzin redigere men als volgt :

"In titel IV, hoofdstuk 3, van dezelfde wet wordt een artikel 34bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 34bis. ...".

.../...

Artikel 13.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 13.-

Artikel 43, § 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De keuronderofficier die, vóór zijn toelating tot de opleidingscyclus bepaald in artikel 10, 3°, met goed gevolg hoger onderwijs heeft gevolgd, kan een anciënniteitsbijslag voor zijn benoeming in de graad van eerste-opperwachtmeester genieten".

Artikel 14.

a. Artikel 54bis.

Over de vorm van dit artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

In het eerste lid moet worden gelezen : "... verlof dat ingaat vanaf de ...".

In het tweede lid, Franse tekst, moet aan het slot van de eerste volzin worden gelezen : "... à la fin de la période de congé sollicitée".

.../...

In het derde lid, tweede volzin, vervange men de woorden "verder dienst heeft verricht" door "in dienst is gebleven" en in de Franse tekst de woorden "la date exacte de l'accouchement" door "la date réelle de l'accouchement".

b. Artikel 54ter.

De woorden "de postnatale rustperiode" moeten worden vervangen door "het bevallingsverlof".

c. Artikel 54sexies.

Deze bepaling stemt overeen met artikel 9 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1968, artikel 1).

Het lijkt geen zin te hebben een termijn in dagen te berekenen wanneer men de aanvangsdatum van die termijn - in dit geval de datum van de bevruchting - niet kent.

d. Artikel 54septies.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

.../...

"Het vrouwelijk personeelslid dat zwanger is of haar kind zoogt, mag niet worden belast met opdrachten die een gevaar voor haar gezondheid of voor die van haar kind inhouden".

Artikel 16.

Bij dit artikel is hetzelfde op te merken als bij artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 17.

De inleidende volzin van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4, tweede lid, tweede volzin, van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Voorts lijkt de verwijzing naar de datum 6 mei 1888 zonder enig nut te zijn.

Artikel 19.

Men redigere dit artikel als volgt =

"Artikel 19.-

Artikel 17bis, in de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger ingevoegd bij de wet van 30 juli 1955, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

M. VERSCHELDEN, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J.C. GEUS, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.C. GEUS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.